

Histoires de luttes et de solidarités de Ouistreham à Caen

Recueil de textes

Version française

juin 2024

Depuis 2017, suite au démantèlement des grands campements de Calais, des personnes exilées qui souhaitent pour la plupart traverser la Manche et se rendre en Angleterre habitent un campement de fortune, à Ouistreham. Comme partout, elles sont persécutées par les autorités et luttent pour survivre, avec parfois le soutien d'individus et de collectifs du coin. C'est aussi dans la ville de Caen toute proche que se manifestent depuis des années des formes de solidarité avec les personnes exilées, et que s'organisent des mobilisations contre l'État raciste, sa police et ses frontières.

Ce recueil regroupe différents textes. Certains sont anonymes, d'autres ont été écrits par des collectifs. Certains ont été tractés, affichés, d'autres encore sont parus dans des revues ou sur internet. Tous ces écrits racontent une histoire : celle de la solidarité avec les exilés et de la lutte contre les frontières à Ouistreham.

SOMMAIRE

Migrants à Ouistreham. Voir et aller plus loin (janvier 2020)

AG de lutte contre toutes les expulsions

page 4

Et pendant ce temps-là... Sur l'industrie de mort et la guerre aux origines de l'exil (août 2020)

Des anarchistes

page 6

Appel à une manifestation le 31 octobre contre les politiques autoritaires et racistes de la préfecture et des mairies

(26 octobre 2020) / *AG de lutte contre toutes les expulsions*

page 9

Les PNA complices de la politique répressive et raciste de l'État français (8 novembre 2021)

AG de lutte contre toutes les expulsions, Citoyen-ne-s en lutte Ouistreham, Collectif Aide Migrants Ouistreham (CAMO)

page 11

Expulsion du squat de Ouistreham : Romain Bail fait murer la maison (13 novembre 2022) / *AG de lutte contre toutes les expulsions*

page 12

Manifestation à Ouistreham le samedi 17 décembre

(2 décembre 2022)

AG de lutte contre toutes les expulsions, UCL Caen, Chemin Vert de la Solidarité

page 15

Histoire et actualités de l'émancipation révolutionnaire au Soudan (décembre 2022)

Article paru dans l'apériodique Soleil Noir n°5 (mars 2023)

page 17

Chalair Aviation, la boîte collabo qui aide la PAF à expulser

(11 janvier 2023) / *A Bas les CRA*

page 22

Pourquoi la lutte contre les frontières et la propriété privée est-elle une nécessité dans la lutte queer ? (17 juin 2023)

AG de lutte contre toutes les expulsions

page 24

Caen : été 2023, un point sur la situation (11 août 2023)

Texte anonyme publié sur squat.net

page 27

Manifestation à Ouistreham le samedi 17 décembre 2023

(décembre 2023)

Par différentes organisations réunies dans la coordination Antiracisme et Solidarité

page 29

Les obstacles matériels à la libre-circulation à Ouistreham (2024)

Tract anonyme distribué lors d'un rassemblement devant le conseil municipal de Ouistreham

page 31

Chronologie incomplète des luttes en soutien aux exilés à Ouistreham

page 36

MIGRANTS À OUISTREHAM : VOIR ET ALLER PLUS LOIN.

LA SITUATION LOCALE

Depuis les mobilisations de décembre, la situation abjecte faite aux migrants à Ouistreham par les autorités municipales et préfectorales a peu évolué.

Toujours pas d'abri en plein hiver, même pas un endroit où poser durablement quelques tentes, toujours le même risque de drame fatal en cas de gel, toujours pas de point d'eau potable ni de WC publics accessibles, toujours des confiscations de couvertures et d'affaires personnelles, même si cela semble un peu moins fréquent qu'avant, toujours le harcèlement par les forces de gendarmerie pour tenter d'épuiser les corps et les esprits.

Et **tous ces mauvais traitements EN VAIN** car il en faudrait bien plus pour que ces migrants qui ont réussi à survivre aux dangers de leur voyage, là où tant d'autres en sont mort-e-s (**plus de 3100 mort-e-s en Méditerranée en 2017, combien dans le désert libyen ?**) renoncent à leur rêve d'atteindre l'Angleterre, pour y retrouver des proches et y construire une vie meilleure.

Romain Bail, maire de Ouistreham, prétend que les mobilisations actuelles sont manipulées par l'opposition municipale. **Mensonge.**

Le mouvement de solidarité qui s'est développé sur la côte et à Caen s'est toujours tenu éloigné des influences et récupérations politiciennes. Si nous faisons collectivement face à Romain Bail c'est du fait de sa participation active à l'infâme politique de harcèlement des migrants, pas en raison de son appartenance politique qui nous importe peu et nous le faisons pour des raisons bien plus hautes que les enjeux de pouvoir local qui semblent tant l'obséder.

Autre mensonge du maire : soulager la situation des migrants entraînerait inévitablement un « nouveau Calais » à Ouistreham. Il y a toujours moins de 100 migrants en même temps à Ouistreham là où il y en a eu jusqu'à 9000 à Calais avant l'expulsion de la soi-disante « jungle » et ce n'est pas un hasard. Le port de Calais et le tunnel sous la Manche entraînent chaque jour un flot ininterrompu de camions propice aux tentatives de passages clandestins. Le petit port de Ouistreham avec ses 3 ferries quotidiens n'a pas le trafic suffisant pour attirer en masse les migrant-e-s.

Par ailleurs, les États européens tentent de rendre hermétique l'Europe : à l'Est, les frontières sont grillagées et couvertes de barbelés par des régimes nationalistes, les patrouilles sont incessantes, les violences nombreuses contre celles et ceux qui tentent encore parfois le

passage. La « route des Balkans » est fermée depuis début 2016.

Coté turc, l'Union Européenne a lâché 6 milliards d'euros pour que le régime autoritaire d'Erdogan ne laisse plus passer les réfugié-e-s qui transitaient par ce pays pour gagner l'Union Européenne via la Grèce.

Au Sud de la Méditerranée, des centaines de millions d'euros sont distribués par l'Union Européenne pour équiper les gardes frontières marocains, algériens, tunisiens et libyens et limiter au maximum les traversées de la Méditerranée. Le projet final étant d'établir directement là bas des centres de tri (et de refoulement) des migrant-e-s, loin des frontières européennes, des yeux occidentaux et des mouvements de solidarité. Il n'y aura probablement plus dans les années qui viennent d'afflux importants de migrant-e-s comparables à ceux des années 2015 et 2016.

Un mensonge supplémentaire : Ouistreham n'aurait pas les moyens financiers d'aider les migrants (mais apparemment a les moyens de payer les grosses notes de restaus chics de Romain Bail à Paris). Si Romain Bail avait une seule miette d'humanisme, il aurait laissé en accès libre un point

d'eau, mis à disposition quelques WC de chantiers, laissé quelques tentes s'installer, prêté une salle pour qu'ils aient au moins un repas chaud distribué par jour. **Cela n'aurait rien coûté à la mairie : les habitant-e-s solidaires et les collectifs de soutien aux migrant-e-s auraient pu prendre en charge les frais, assurer le nettoyage d'un local prêté quelques heures par jour, fournir et préparer la nourriture.** Ces simples gestes d'humanité élémentaire auraient suffi pour qu'il soit laissé tranquille. Il pleumiche aujourd'hui parce qu'il est la cible de la réprobation publique et parce que des manifestations ont lieu devant la mairie. **Il ne fait pourtant que récolter ce qu'il a semé... Il ne brille décidément pas, ni par sa grandeur d'âme ni par son intelligence politique...**

Heureusement la population locale a su donner l'exemple. Nous profitons de ce tract pour saluer sa solidarité, sa générosité, sa détermination et son sens de l'organisation.

Que les autorités municipales et préfectorales ouvrent bien leurs grandes oreilles : ce qui se passe actuellement n'est pas une succession désordonnée d'actions improvisées. C'est une large campagne de mobilisation sur le long terme. Vous nous avez sur le dos et c'est pour longtemps !



ET AILLEURS ?

La situation n'est pas meilleure voire pire comme à Calais ou Dunkerque où le harcèlement policier des migrant-e-s est encore plus brutal : gazages systématiques des couvertures, de la nourriture (et souvent des migrant-e-s), destruction de tout abri et intimidation permanente des associations et des soutiens locaux.

Ou bien encore à la frontière franco-italienne où chaque nuit quelques dizaines de migrant-e-s traversent les montagnes enneigées, sans équipement ni cartes, par moins 10 ou moins 15 degrés. Certains s'en tirent avec de graves gelures, un migrants a même dû être amputé des 2 pieds, d'autres ont fait des chutes graves ou mortelles en tentant d'échapper aux patrouilles. Là bas aussi, la population s'organise, manifeste, accueille et nourrit tandis que les patrouilles de la gendarmerie ou de l'armée (légion étrangère et chasseurs alpins), équipée de lunettes de vision nocturne, traquent les migrant-e-s pour les refouler vers l'Italie, même quand ils/elles sont mineur-e-s, ce qui est illégal...

Lueur d'espoir dans ce sombre tableau, un peu partout se développe un mouvement de solidarité et de lutte, enraciné localement. Les manifs, actions, occupations, ouvertures de squats se multiplient pour accueillir, vêtir, nourrir, informer, loger les migrant-e-s à la rue comme à Nantes, Grenoble, Lyon, Marseille... **Ce mouvement national de solidarité est invisibilisé par les grands médias (tout comme les nombreuses grèves locales actuelles dans tous les secteurs).**

Ce qui manque encore à ce mouvement pour gagner en ampleur, en visibilité et en efficacité, c'est **une meilleure coordination régionale et nationale**, à laquelle nous entendons bien, comme tant d'autres, travailler dans les mois qui viennent.

D'INQUIÉTANTS PROJETS GOUVERNEMENTAUX ...

Cette meilleure coordination sera d'autant plus nécessaire que le gouvernement durcit depuis des mois sa politique anti-migratoire à travers des circulaires enjoignant aux préfets de multiplier les assignations à résidence, les placement en détention dans les Centre de Rétention Administrative (CRA) et les expulsions. La création de 200 places de plus en CRA a été annoncée début décembre par le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb.

Recenser, identifier, interconnecter les fichiers, traiter plus rapidement les demandes d'asile (souvent refusées) et du coup, pouvoir expulser aussi plus rapidement, en flux tendu, avec un minimum de « stock », *comme des déchets sur un tapis roulant*, les débouté-e-s du droit d'asile, les sans-papiers raflé-e-s dans les rues, les dubliné-e-s (qui doivent déposer, suivant les accords de Dublin, leur demande d'asile dans le premier pays de l'Union Européenne où ils/elles ont été

fiché-e-s) semble être l'obsession du gouvernement. Avec des résultats pathétiques : en 2016, la France a expulsé 1293 dubliné-e-s vers d'autres pays européens tandis que ceux-ci en renvoyaient 1257 vers la France... ça fait quand même 36 étranger-e-s en moins en France pour plus de 3500 vies piétinées !!!

Les semaines passées, le gouvernement a même essayé de faire collaborer les associations qui gèrent l'hébergement d'urgence au recensement et au fichage des migrant-e-s avant de reculer devant leur refus ferme et collectif. De même, dans certaines régions, il a essayé d'obtenir des directions d'hôpitaux psychiatriques qu'elles fassent signer les avis d'expulsions qui concernent les patient-e-s étrangers interné-e-s dans leurs services. Nouveau recul devant la levée de boucliers des professionnel-le-s de la santé mentale.

Dans les mois qui viennent, le gouvernement va également promulguer une nouvelle « Loi sur l'asile et l'immigration » qui augmente la durée légale maximale de mise en rétention (qui passe de 45 à 90 jours), réduit le délai pour déposer un dossier d'asile (qui passe de 120 à 90 jours) et le délai pour déposer un recours face à un refus d'asile (qui passe d'un mois à 15 jours). La durée possible d'un contrôle d'identité au commissariat pour un-e étranger-e passerait de 16 à 24H (contre 4H maximum pour un-e français-e).

ET NOUS ?

Oui, nous qui avons des papiers en règle ou la nationalité française, Quoi de neuf tandis que le gouvernement évalue, trie, contrôle, diminue les droits des migrant-e-s qualifié-e-s d'indésirables et en expulse de plus en plus ? Et bien dans les mois qui viennent, le gouvernement s'apprête à évaluer, trier, contrôler, diminuer les droits des chômeurs-euses qualifié-e-s de fainéant-e-s et à en radier de plus en plus.

Et à la rentrée prochaine, ce sont les jeunes bachelier-e-s qui seront évalué-e-s, trié-e-s, sélectionné-e-s et pour un certain nombre d'entre eux et elles qualifié-e-s d'inaptes et exclu-e-s de plus en plus des filières universitaires où ils et elles souhaitaient étudier.

Et à PSA, Pimkie et tant d'autres boîtes où ça licencie désormais plus rapidement et facilement grâce aux ordonnances sur le Travail, plus d'un-e travailleur-euse doit aussi se sentir poussé-e vers la sortie « *comme un déchet sur un tapis roulant* »...

Avec une intensité et une brutalité différentes, nous sommes aussi visé-e-s par les mêmes logiques inhumaines, étatiques et capitalistes, que subissent les migrant-e-s. Alors lutter à leurs côtés, c'est aussi lutter pour nous, pour que la résistance s'étende à d'autres fronts, pour que les luttes convergent et se solidarisent entre elles, pour que change la société et que tout le monde puisse profiter des fruits de la vie dans la dignité, l'égalité et la liberté.

Et pendant ce temps-là... Sur l'industrie de mort et la guerre aux origines de l'exil

(août 2020) *Des anarchistes*

L'été, ses promenades au bord de l'eau, ses bains de soleil... et ses expulsions. Le 25 août 2020, un squat de la Grâce de Dieu hébergeant 160 personnes a été expulsé, à grand renfort de flics. Ce n'est pas moins que la 9ème expulsion de squat d'exilé-es ordonnée par la Préfecture lors des deux derniers mois d'été. En tout, environ 300 personnes ont été jetées à la rue, des individus isolés, des familles, des gosses qui partagent tous et toutes la même condition de misère.

Au même moment, les soudanais qui tentent de passer en Angleterre via Ouistreham sont toujours plus dans la galère. Confinés de mars à mai dans un centre de vacances à Tailleville, un village à proximité, les exilés soudanais tentent depuis de se réinstaller à Ouistreham. Mairie locale, préfecture et gendarmerie s'entendent pour empêcher tout retour sur place. Voilà un bel exemple de ce que le confinement a créé comme opportunité pour le pouvoir. Le rond-point où ils avaient leurs habitudes a été « décoré » de grosses pierres et de grillages, empêchant tout retour sur place. Les accès à l'eau potable ont été coupés. Dès qu'ils arrivent sur place, ils subissent des contrôles de gendarmes, souvent accompagnés de gaz lacrymo dans la gueule, parfois de destruction de téléphones portables. Les passages en garde-à-vue sont quasi-systématiques et certains sont envoyés au centre de rétention à Oissel, près de Rouen. Les témoignages des passages en CRA sont édifiants : problèmes d'hygiène et de bouffe, mauvais traitements, actes de torture, etc.

Le confinement n'a pas seulement créé des opportunités pour le pouvoir. Celui-ci a continué tranquillement à faire fonctionner son industrie de guerre et à honorer ses contrats d'armement. Pendant que des flics foutaient des amendes à tout-va pour l'achat de produits qu'ils ne jugeaient pas de première nécessité (des serviettes hygiéniques par exemple), État et patronat s'entendaient pour faire tourner l'industrie de mort. La nécessité à ses raisons que la raison d'État ajuste à sa sauce. Qu'on ne s'y trompe pas, les politiques de confinement mises en place dans la précipitation sont d'abord là pour sauvegarder l'économie. C'est pourquoi pendant que le cadre télétravaille dans sa résidence secondaire au bord de côte, ouvriers, ouvrières et employé-es vont s'exposer au virus en allant bosser, notamment pour honorer les contrats d'armement. Dès le mois de mars, des circulaires du ministère de la Défense demandent aux industriels de maintenir les cadences pour continuer de vendre des armes aux 4 coins de la planète. On les retrouve dans les guerres au Yémen, en Lybie, en Syrie, au Mali, etc. Et quand Macron se déplace au Liban, après l'explosion au port de Beyrouth, ce n'est pas pour apporter de l'aide humanitaire, mais avec dans les

poches les plans d'austérité du FMI et pour imposer des contrats au profit des entrepreneurs français.

Au Mali, ainsi qu'au Niger et au Tchad, l'État français dirige une opération militaire, nommée Barkhane. Officiellement, elle y pourchasse des islamistes, pour la plupart venus de Libye que l'armée française a bombardé, où elle a fourni des armes à tout-va, où elle s'associe à des chefs de guerre et continue d'y vendre des armes au plus offrant sans se soucier d'autres choses que du fric à se faire. En 2018, l'industrie de guerre française vendait à l'étranger pour 9 milliards d'euros, un peu moins que l'année record de 2015 avec près de 17 milliards d'euros. Globalement, les ventes d'armes dans le monde des principaux fournisseurs que sont les États-Unis, la Russie et la France ne cessent d'augmenter. Pour toujours plus de bombes qui atterrissent sur des gens contraints à l'exil. En 2018, le Haut Commissariat aux Réfugiés estimait à plus de 70 millions le nombre de personnes fuyant des combats...

L'opération Barkhane, c'est surtout plus de 5.000 bidasses protégeant des intérêts stratégiques, telles les mines d'uranium. C'est aussi une aide pour mâter les révoltes. En juillet 2020, une révolte populaire s'est enclenchée au Mali contre le gouvernement en place. Elle a été réprimée dans le sang par les forces antiterroristes maliennes. Ces dernières sont entraînées par des officiers européens et nord-américains, en particulier par le RAID français. Cette répression, qui a donc bénéficié de l'expertise de l'État français, a fait au moins 14 morts selon l'ONU. Le putsch militaire qui a suivi en août n'a pas grand-chose à voir avec cet élan populaire : il s'agit de destituer le président Ibrahim Boubacar Keita, ami de l'État français, mais sans changer grand-chose et maintenir les accords avec la coalition militaire présente là-bas, État français en tête.

Dans le coin aussi, on peut rencontrer les plus hauts intérêts stratégiques de l'industrie de mort. Cherbourg a été pendant longtemps une base stratégique de la marine militaire. Il en reste l'École des Applications Militaires de l'Énergie Atomique (EAMEA) dans les locaux de l'école militaire des Fourriers. Celle-ci est intégrée au pôle nucléaire normand et à la filière nucléaire nationale, jusqu'à Cadarache et Saclay. 900 élèves par an de la Marine et de l'Aviation y sont formés à la propulsion nucléaire et à l'art subtil de balancer des bombes atomiques. Les bidasses annoncent que leur école a le vent en poupe, avec de nouveaux jouets prévus dans les prochaines années : les fameux futurs sous-marins nucléaires d'attaque *Suffren*, de nouveaux missiles dès 2025 et de nouveaux avions de chasse à l'horizon 2040, qui seront aussi vendus partout sur la planète. La guerre a de beaux jours devant elle. Les camps de réfugiés et les foules d'exilé-es aussi.

Nous sommes dans des sociétés basées sur l'élimination d'une frange de plus en plus importante des populations. A l'image des déchets qui s'accumulent avec la consommation, de plus en plus de personnes sont considérées comme des rebus, des indésirables. Les modes de gestion de l'économie sont de plus en plus brutaux, depuis

les expulsions de logement, les pollutions dues à l'extraction minière ou à l'industrie nucléaire obligeant à l'exil, en passant par l'appropriation par des pays riches, comme la Chine, de terres agricoles en Afrique ou ailleurs, expulsant des paysans et paysannes. Le durcissement continu des peines de cette machine à broyer qu'est la Justice et les prisons sont aussi là pour accueillir les rebus de nos sociétés. La taule est d'abord un outil d'élimination sociale – qui est parfois purement et simplement une élimination physique. Les bombes qui pleuvent et les mitraillettes qui font mouche aux 4 coins du monde ont quant à elles pour fonction d'éliminer une partie du surnuméraire. Faire bouffer de la merde qui tue à petit feu en toute connaissance de cause élimine aussi une partie des classes populaires. Cible prioritaire de la propagande publicitaire, le pouvoir les a en plus dépossédées de toute parcelle d'autonomie au profit d'une dépendance matérielle à l'industrie alimentaire. L'empoisonnement rapporte du fric. Tant pis pour les morts ! L'être superflu par excellence est bien sûr l'exilé-e, pris dans des mécanismes qui sont en réalité des formes d'élimination sociale.

Cela n'empêche pas les sans-papiers soudanais, par exemple, de s'auto-organiser à leur manière. A Ouistreham, ils ont remonté un camp de fortune, résistent aux gendarmes à coups de pierre, leur tiennent tête dès qu'un des leurs est malmené et se rassemblent devant le commissariat à la moindre arrestation. Il y aurait là bien de quoi nous inspirer pour s'opposer au pouvoir. Mais beaucoup préfèrent fermer les yeux, attendre une hypothétique situation plus favorable ou des élections, ou encore négocier avec le pouvoir. Pourtant, tout ce qui renforce l'État et ses moindres structures liées à lui, y compris associations humanitaires et caritatives, le renforce et finit dans le même temps de consolider ses intérêts et son industrie de mort. Sans oublier que s'en remettre à l'État, c'est faire le jeu de la tendance politique qui l'incarne le mieux en ce moment : l'extrême-droite.

Toutes les sirènes de l'extrême-droite propose une forme de pseudo-subversion, une fausse transgression de l'ordre existant. C'est pourquoi les classes dirigeantes peuvent les appuyer, afin de mettre en défaite des luttes et des révoltes qui transgressent réellement les fondements de l'ordre existant. De notre côté, nous n'avons pas oublié que les luttes et les révoltes résonnent d'un bout à l'autre de la planète, et qu'elles peuvent faire jaillir un horizon plus désirable ici comme là-bas.

Révolté-es et exploité-es de tous les pays, unissons-nous !



Appel à une manifestation le 31 octobre contre les politiques autoritaires et racistes de la préfecture et des mairies

(26 octobre 2020) AG de lutte contre toutes les expulsions

En l'espace de 4 mois, la préfecture de Caen a procédé à pas moins de 11 expulsions de squats. 350 personnes ont été jetées à la rue, majoritairement des familles avec enfants... Ces squats, ce sont des bâtiments vides et à l'abandon, en passe d'être démolis. Sur 8 500 logements vides en agglomération caennaise (selon l'INSEE), combien suffiraient pour loger ces personnes sans solution ? Au contraire, la plupart de ces derniers sont murés pour éviter toute atteinte à la spéculation immobilière. En parallèle de cette précarité qui ne cesse de s'accroître, on assiste à une pression politique et médiatique qui instrumentalise des faits divers d'occupation pour justifier un acharnement sur l'occupation de logements vides, notamment à travers une loi ASAP, votée récemment, entendant permettre une accélération des procédures d'expulsion. Celle-ci permettrait d'étendre la notion de résidence à tout type de bâtiment, au gré des décisions du Ministère du logement.

Le choix assumé politiquement et judiciairement est de favoriser le droit de propriété privée de biens inutilisés, par rapport au droit au logement.

Le 20 octobre dernier, à Cagny, 3 squats ont été expulsés dans la cité ouvrière de l'ancienne sucrerie. Ces bâtiments appartiennent à Saint Louis Sucre, filiale de Südzucker, pesant au niveau européen 8 milliards d'euros, licenciant où c'est possible,

empêchant toute reprise de site (notamment celui de Cagny) en justifiant d'une activité de stockage factice pour éviter toute concurrence. L'avocat de Südzucker a prétexté une mise en vente des maisons, pour l'une d'elle inoccupée depuis 5 ans, pour justifier de l'urgence de l'expulsion. Mise en vente qui s'est effectuée... le lendemain de l'officialisation ! Coïncidence ?

L'État préfère valider les stratégies économiques de la compagnie, au détriment du droit fondamental à être logé.

A Ouistreham, les conditions de survie se sont dégradées : accès à l'eau et à la nourriture rendu plus difficile, interdiction de se réunir sur le rond-point à l'entrée de la ville par un dispositif de pierres et de grillage ayant coûté 25 000€, etc... De plus, le harcèlement policier s'intensifie depuis la fin du confinement. Les gendarmes du PSIG n'hésitent plus à tirer au LBD sur les exilés tentant de s'approcher du port, à créer des incidents pendant des distributions alimentaires, et encore récemment à percuter en voiture un soudanais, ce qui lui a valu 6 semaines d'attelle pour une épaule luxée.

La préfecture de Philippe COURT, ainsi que les mairies, se font les relais d'une dynamique nationale d'expulsion et de violence sociale.

Face à cette politique raciste et autoritaire des gouvernements successifs, l'assemblée générale de lutte contre toute les expulsions appelle à une manifestation le samedi 31 octobre à 14h, place du théâtre à Caen, jour du passage à la trêve hivernale.

Les PNA complices de la politique répressive et raciste de l'État français

(8 novembre 2021) *AG de lutte contre toutes les expulsions, Citoyen.nes en lutte Ouistreham, CAMO*

Le 19 octobre 2021 à 8 heures :

Dispositif des forces de l'ordre démesuré (plus de 50 agents) pour l'expulsion des squats de Ranville, situés aux 1 et 3 impasse Pegasus, où vivaient à tour de rôle les exilés du campement de Ouistreham depuis le 2 mai 2021, jour de l'officialisation de ces lieux de vie par l'assemblée générale de lutte contre toutes les expulsions.

Présence de la PAF (police aux frontières), de la gendarmerie nationale, du sous-préfet (chef de cabinet du préfet et responsable de la sécurité dans le département du Calvados), de l'OFII (office français de l'immigration et de l'intégration) et d'une association agréée de sécurité civile.

A 12 jours de la trêve hivernale, cette expulsion prive brutalement les 50 exilés de Ouistreham d'un accès à des droits humains fondamentaux (abri, eau potable, sanitaires, chauffage, etc.) qui leur ont toujours été refusés par la préfecture et les collectivités territoriales.

Pour justifier l'expulsion, la préfecture se retranche derrière le droit de propriété qui est un droit absolu constitutionnel tandis que le droit au logement n'est qu'un principe à valeur constitutionnelle.

La présence une fois de plus de la PAF ne laissait rien présager de bon et en disait long sur les intentions de la préfecture. Deux jeunes exilés soudanais, pourtant demandeurs d'asile, en sont malheureusement les victimes puisqu'ils ont été envoyés au CRA (centre de rétention administrative) de Oissel (Seine-Maritime). Une prison pour sans-papiers où les conditions de vie sont inhumaines.

Suite à cette expulsion injustifiée – d'autant plus injustifiée que le propriétaire des lieux (Syndicat mixte régional des ports normands) n'a à ce jour aucun projet imminent sur ces maisons – nous exigeons la libération immédiate des 2 exilés enfermés au CRA de Oissel et un hébergement digne à Ouistreham pour tous les exilés du campement.

Liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous et fermeture des centres de rétention administrative !

Expulsion du squat de Ouistreham : Romain Bail fait murer la maison

(13 novembre 2022) *AG de lutte contre toutes les expulsions*

Le 4 octobre 2022, à 8 heures du matin, 40 policiers et gendarmes ont expulsé le squat de Ouistreham, officialisé le 22 janvier. Ce lieu de vie, créé à l'initiative de l'AG de lutte contre toutes les expulsions, de l'Union Communiste Libertaire et de Citoyen.nes en lutte, avait pour but d'offrir aux exilés passant par la zone frontalière de Ouistreham un accès aux droits fondamentaux, à commencer par un toit.

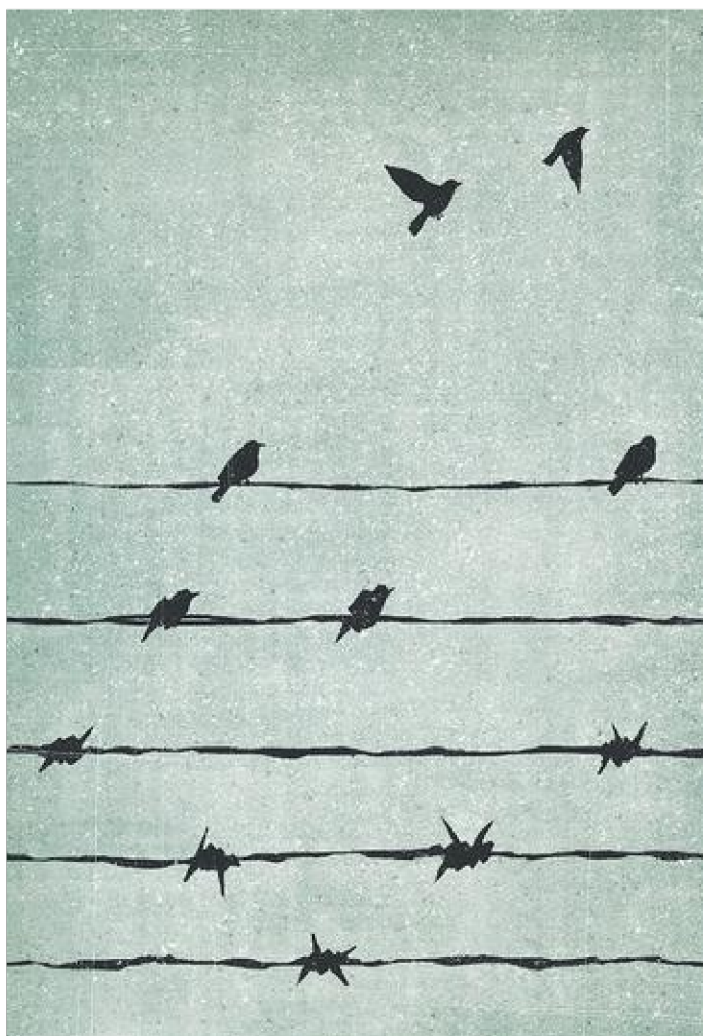
La préfecture a mobilisé pas moins de 5 camions de gendarmerie ainsi que la Police Aux Frontières (PAF). Le sous-préfet a aussi fait le déplacement. Des membres de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) étaient là pour trier les êtres humains vivant ici. **Aucune solution de relogement ne sera proposée aux personnes expulsées.**

Vers 9 heures, l'opération de police à peine terminée, les services techniques de la mairie de Ouistreham interviennent pour murer le squat, à la demande du maire Romain Bail.

Romain Bail est maire de Ouistreham depuis 2014 et ne recule devant rien pour s'attaquer aux personnes exilées, à leurs soutiens et aux droits humains fondamentaux. Il a d'ailleurs déjà été **condamné en 2019 pour « verbalisations abusives » de personnes soutiens aux exilés.** Dans cette affaire, le maire a tenu en audition des **propos racistes** devant les policiers... pas étonnant qu'il ait donné **son parrainage à Eric Zemmour** pour l'élection présidentielle de 2022. Bail a aussi été condamné à payer 5000 euros d'amende pour **« faux**

et usage de faux » dans l'affaire du centre d'interprétation franco-britannique (en première instance, il avait été condamné à 1 an de prison avec sursis).

L'élu d'extrême-droite a fait de la politique raciste l'une de ses spécialités. **En mai 2020, il profite du confinement pour faire installer des rochers sur le rond-point du débarquement, dans le but d'empêcher les personnes exilées de réinstaller leurs tentes. Coût de l'opération : 25 000 euros d'argent public pour les contribuables ouistrehamais.es** ! Mais c'est peu comparé aux **800 000 euros qui vont être dépensés pour installer dans Ouistreham un total de 77 caméras de vidéosurveillance** et faire de la commune un



modèle de bonne petite dystopie fascisante. L'État français, pas en reste quand il s'agit d'encourager la société de contrôle et la traque des personnes exilées, va participer à hauteur de 500 000 euros au projet souhaité par le maire. Ce n'est pas un hasard si le ministre Darmanin est venu rendre visite à Bail et aux gendarmes de Ouistreham en décembre 2021. La ville paiera quant à elle 300 000 euros. Chez Romain Bail, on ne compte pas quand il s'agit de concrétiser la xénophobie en politique publique. Mais son indécence va plus loin encore puisqu'en mars 2021, questionné lors du conseil municipal par une élue de l'opposition sur le coût de la facture d'eau qui avait augmenté de 19 000 euros, il n'hésite pas à accuser les exilés de Ouistreham d'être les responsables de cette augmentation alors même qu'il **s'acharne à réduire au maximum l'accès à l'eau**

potable pour cette population vulnérable. Pour preuve, Bail a fait enlever récemment un robinet public du cimetière de Ouistreham que des associations utilisaient pour approvisionner le campement des exilés en eau potable !

Et puis, il y a la construction de ces « murs de la honte » pour empêcher ceux qui survivent dehors de trouver refuge dans ce bâtiment inoccupé qui ne fait l'objet d'aucun projet de la part de la commune, propriétaire du lieu.

A Ouistreham, les exilés soudanais continuent donc à vivre dans des conditions extrêmes sur le campement installé le long du chemin de halage qui borde le canal. Un campement que le maire voudrait bien pouvoir expulser. C'est dans ce but que Ports de Normandie a entamé des procédures juridiques, jusqu'à présent toutes rejetées, pour s'approprier la parcelle sur laquelle sont installés des exilés depuis 2017. Ports de Normandie dont l'un des membres du comité syndical – organe décisionnel de cette entité – n'est autre que... Romain Bail.



Manifestation à Ouistreham le samedi 17 décembre

(2 décembre 2022) *AG de lutte contre toutes les expulsions, UCL Caen, Chemin Vert de la Solidarité*

A Ouistreham, point de passage frontalier franco-britannique, de jeunes exilés soudanais originaires du Darfour – qui ont fui la guerre, le racisme et les persécutions – survivent sur un campement installé dans un petit bois longeant le chemin de halage. Rappelons que la dictature, menée par le général El Bechir, a rayé de la carte des centaines de villages du Darfour depuis 2003. En 2016, l'Union Européenne a donné 160 millions d'euros à ce même El Béchir, pour maintenir une dictature et empêcher les soudanais.es opprimé.es de quitter le pays alors que depuis mars 2009 un avis est émis par la Cour Pénale Internationale

pour crime de guerre, crime contre l'humanité et génocide contre ce tyran. Et au lieu d'accueillir dignement ces exilés – qui avant d'arriver jusqu'ici ont enduré un véritable calvaire (torture, esclavage, manque d'eau et de nourriture) – les pouvoirs publics, représentés localement par 3 hommes politiques, font tout pour compliquer leur existence.

Romain Bail, le maire de Ouistreham, s'attaque aux droits humains fondamentaux en refusant notamment d'installer un point d'eau à proximité du campement. L'édile allant jusqu'à faire retirer un robinet du cimetière qui permettait à des militant.es de ravitailler le campement en eau potable ! Suite à l'expulsion du squat de la Pointe du Siège le 4 octobre 2022 – un lieu de vie que des collectifs militants avaient officialisé le 22 janvier 2022 afin d'offrir un accès



aux droits humains fondamentaux aux exilés de Ouistreham – Bail s’est empressé de faire murer le squat alors qu’aucun projet d’occupation de cette habitation n’est envisagé par la commune !

Hervé Morin, en tant que président de Ports de Normandie – entité qui revendique la propriété de la parcelle sur laquelle est installé le campement – a entamé des procédures juridiques depuis 18 mois pour demander l’expulsion de ladite parcelle. Si toutes ses demandes ont jusqu’ici été rejetées, son acharnement en dit long sur son hostilité envers les personnes exilées, surtout lorsqu’elles n’ont pas à ses yeux la bonne couleur de peau !

Christophe Blanchet, député MoDem de la 4ème circonscription du Calvados, a demandé 2 fois en 2021 à son ami Darmanin une Police Aux Frontières (PAF) à Ouistreham. Une police régulièrement coupable partout en France de violences, de faux en écriture et de racket à l’encontre des personnes exilées.

Et que dire de Macron et Darmanin, qui s’apprêtent à présenter une énième nouvelle loi largement inspirée des éléments de la loi « séparatisme » qui avaient été censurés par le Conseil Constitutionnel. La vision raciste de l’immigration par le pouvoir macroniste est claire : contrôles au faciès, fichage des personnes ayant une OQTF, visa spécial métiers en tension, augmentation des effectifs policiers, renforcement des moyens de répression.

C’est pourquoi nous avons fait le choix d’une manifestation non-déclarée car nous ne voulons pas demander d’autorisation à des élus qui ne respectent pas les droits humains fondamentaux.

Contre les politiques racistes de Macron et Darmanin – appliquées localement avec zèle par Bail, Morin et Blanchet – et pour la liberté de circulation et d’installation de toutes et tous, rejoignez la manifestation en soutien aux exilés de Ouistreham samedi 17 décembre.

Histoire et actualités de l'émancipation révolutionnaire au Soudan

(décembre 2022) Texte anonyme paru dans Soleil Noir n°5 (mars 2023)

Le texte « Histoire et actualités de l'émancipation révolutionnaire au Soudan » est un texte écrit par un compagnon de lutte, notamment contre les frontières.

Il a été distribué en décembre dernier à Ouistreham ou un campement de fortune continue d'abriter dans des conditions difficiles des migrants qui rêvent de traverser la Manche.

L'idée qui a présidé à l'écriture du texte était de rendre compte de cette histoire qui concerne une partie des exilés soudanais qui peuplent, parmi d'autres, ce campement, et à partir de cette situation de créer des complicités à la fois contre les frontières et l'ensemble des régimes de domination et d'exploitation qui nous assujettissent.

Il ne s'agit pas pour Soleil Noir de développer un point de vue acritique sur la lutte « révolutionnaire » soudanaise, ni de partager l'ensemble des observations et propositions du compagnon, mais de relayer ce texte décrivant la situation sur place, pour mieux comprendre ce qu'ont traversé de nombreux-ses exilés et tordre le coup au passage à cette sempiternelle volonté de nombreux-ses soutiens de les maintenir confinés dans des figures de victimes.

LE SOUDAN est un pays d'Afrique de l'Ouest (en bas de l'Égypte et à gauche du Tchad). C'est un territoire colonisé depuis le début du XIX^{ème} siècle, dans un premier temps par les armées de l'Empire Ottoman puis par celles de l'État-nation égyptien alliées à celles de l'Empire britannique jusqu'à la déclaration de son indépendance en 1956. Au Soudan, les résistances à la domination coloniale ne constituent pas vraiment de sentiment national et de grandes différences culturelles persistent entre soudanais-e-s. A la suite de l'indépendance, des périodes de guerre civile et de coups d'État successifs (non sans résistances) persistent jusque 2011 et l'indépendance du Soudan du sud. Celle-ci fait des millions de mort-e-s

et d'exilé-e-s. dans le jeu économique mondial, le Soudan est appuyé à partir de 1983 par une forte aide humanitaire des États-Unis, subit une forte famine en 1984 et en 1985, avant que le FMI (Fond Monétaire international) lui impose une augmentation des prix des produits de première nécessité.

Le mouvement révolutionnaire actuel commence suite à un plan d'austérité du FMI appliqué en 2018 par Omar El-Béchir (au pouvoir depuis presque une trentaine d'années à ce moment) avec de fortes inflations sur les produits de première nécessité. Des manifestations sont initiées par le Parti communiste soudanais et des mouvements étudiants mais le premier est rapidement neutralisé par l'arrestation de dirigeant-e-s du parti et l'arrêt de six journaux. Les manifestations et les révoltes continuent jusque 2019 où El Béchir est destitué par un coup d'État militaire menant à un conseil de transition composé également de civils. Ces nouveaux pouvoirs devaient faire alterner un gouvernement militaire et un gouvernement civil (présidé par Hamdock, un ancien économiste de l'ONU) mais ces promesses des pouvoirs militaires ne sont pas tenues. Les révoltes populaires reprennent contre ces pouvoirs, ainsi que contre Hamdock accusé d'être un pantin des pouvoirs militaires et de l'impérialisme occidental en général.

Ce mouvement révolutionnaire s'organise à partir des comités de résistance. Ceux-ci s'initient au départ non pour promouvoir un projet politique mais pour s'organiser concrètement sur des questions de subsistance partagées par les populations en pleine crise économique (par l'entretien de réseaux d'eau et d'électricité, l'achat de matériel scolaire ou médical, la rénovation de bâtiments, la construction d'outils collectifs, le nettoyage d'ordures dans les espaces publics, l'entretien d'activités économiques nécessaires...) Ils regroupent ainsi plusieurs générations et types de populations et constituent des liens d'organisation et de confiance sur la durée. Ils prennent un rôle révolutionnaire à partir de 2013 où des révoltes commencent suite à l'indépendance du Soudan du Nord (riche en ressources pétrolières) et servent à organiser les mobilisations ainsi que les déploiements logistiques qui le permettent. Malgré des tentatives de démantèlement par l'Etat, ils restent actifs via

des organisations politiques et des associations humanitaires et conservent la confiance des populations. Progressivement, l'esprit d'auto-organisation qu'ils portent servent l'idéal révolutionnaire de ce principe appliqué à tout le territoire national, formulé dans la rédaction d'une nouvelle constitution démocratique ou plus récemment de chartes révolutionnaire. Plus les révoltes prennent de l'ampleur, plus l'activité des comités semble s'intensifier et permet de constituer une force politique « par en bas » empêchant la récupération et la dissolution du mouvement révolutionnaire par l'Etat soudanais.

Les tactiques adoptées par ce mouvement révolutionnaire parviennent à maintenir une pression sur les élites au pouvoir. De nombreux blocages, accompagnant des grèves, laissent passer les ressources matérielles nécessaires à la subsistance des populations et bloquent principalement les échanges économiques, surtout militaires, avec l'Egypte (le principal fournisseur militaire du pouvoir soudanais). Les manifestations sont massives et peuvent atteindre le million, notamment lors des journées spécifiques comme le 6 avril où sont célébrées les révolutions soudanaises. Des sit-ins et occupations de place sont également d'ampleur grâce à l'organisation logistique des populations, notamment en 2021 où les manifestant-e-s parviennent à forcer les barrages militaires pour occuper la place du palais présidentiel pendant une longue durée et y rentrer. Cette occupation est par la suite fortement réprimée avec mort-e-s et blessé-e-s. Cette forte répression s'accompagne de violences sur des individus isolé-e-s, parfois de viols, tout ce qu'on peut imaginer de chien-ne-s de garde militarisé-e-s qui tiennent à eux seuls une élite au pouvoir. Les révolté-e-s gardent leur détermination avec l'entretien d'une mémoire révolutionnaire par la succession de cérémonies de commémoration des martyrs mort-e-s de la répression. Les familles de martyrs se retrouvent ainsi souvent en tête de cortège. Cette solidarité face à la répression se vérifie par exemple au mois d'avril 2021 où, suite à une forte répression dans le sud du Darfour qui fait 200 mort-e-s, des manifestations dans tout le pays le même message « Tout le pays est le Darfour » malgré de fortes disparités régionales historiques.

En 2022, le mouvement reprend en juin par des sit-ins dispersés en juillet par des militaires. Le pouvoir annonce ensuite la dissolution du conseil de souveraineté de transition et le retrait de l'armée du processus politique une fois qu'un nouveau gouvernement sera formé. Les révoltes reprennent ensuite en août contre les opérations minières de compagnies russes qui polluent l'eau et le sol et contre les discriminations qui touchent certaines parties de la population. Les grèves reprennent fin septembre contre la montée des taxes et pour le départ définitif des militaires. Une nouvelle charte révolutionnaire, réécrite à partir de deux chartes différentes, est annoncée en octobre 2022 pour le pouvoir au peuple contre le coup d'État. Il s'en suit une vague d'arrestations mais qui ne parvient pas à stopper le mouvement qui continue encore activement aujourd'hui. Cette révolution qui se construit sur une histoire longue est inspirante pour faire face aux désillusions et au manque de perspectives des mouvements sociaux français. Elle démontre l'importance de l'auto-organisation sur des problématiques de subsistance concrètes là où les organisations politiques françaises se concentrent sur des problématiques salariales ou liées à l'emploi capitaliste. Si cette révolution est particulièrement meurtrière et sans doute épuisante, avec 116 mort-e-s et 7000 blessé-e-s de la répression au cours de l'année 2022, elle le serait sans doute moins en trouvant des solidarités concrètes internationales. Il serait intéressant de les entretenir par ici en France en créant des liens avec les exilé-e-s des dominations impérialistes, non seulement pour un accueil humain, mais également pour l'autodétermination des peuples partout contre les frontières et les États-nations capitalistes. Il serait également intéressant de désarmer les industriels, militaires notamment, qui servent ces dominations impérialistes. Rappelons que l'Égypte est l'un des clients réguliers de l'industrie française en matière d'armement. Il serait également intéressant, pour commencer à créer des liens avec des personnes qui peuvent se faire écho de ces combats, d'organiser des cérémonies pour les martyrs de la répression de cette révolution dans nos villes.

Le 17 décembre dernier, nous sommes une petite centaine à battre le bitume en solidarité avec les occupant-e-s du campement de fortune de Ouistreham. Alors qu'une fine couche de neige recouvre encore les talus et le rond-point du débarquement, quelques manifestant-e-s muni-e-s de banderoles bloquent les camions de marchandise. Après quelques minutes dans le froid glacial, c'est parti pour une déambulation dans les rues de la cité balnéaire. Des camions de marchandise sont de nouveau ralentis à l'entrée du terminal d'embarquement des ferries. Puis nous rejoignons le marché de Noël, avant de rejoindre le quai Charcot, non loin du campement. Depuis quelques heures quelques personnes s'affairent à monter une yourte dont l'assemblage sera finalisé les jours suivants.

Chalair Aviation, la boîte collabo qui aide la PAF à expulser

Le 11 janvier 2023, par A Bas les CRA

Dans la longue liste des boîtes collabo, ces entreprises qui aident l'État français à mener sa politique raciste en contrôlant, enfermant, expulsant les personnes qui n'ont pas les bons papiers, voici la petite dernière : **Chalair Aviation**.

Cette mini compagnie aérienne, basée à Caen, juste à côté de l'aéroport (Aéroport de Caen, 14650 Carpiquet), a remporté cet été un appel d'offre du ministère de l'intérieur. L'objet du contrat : "la mise à disposition sur l'aéroport de Paris – Le Bourget, d'un avion de transport beechcraft 1900D (...) au profit des services du ministère de l'intérieur".

Or c'est justement à partir du Bourget, que la PAF (direction centrale de la police aux frontières) réalise de nombreux vols cachés, ces expulsions faites par surprise. En gros, les flics débarquent à l'aube dans les cellules des CRA (centre de rétention administrative) pour choper un·e ou plusieurs retenu·es, ou les enferme à l'isolement la veille, pour ensuite les emmener à l'avion avec une grande violence.

Ces dernières années, c'était la société Twinjet, installée à Aix, qui détenait ce marché. Au départ du Bourget, Twinjet faisait notamment pour le compte de la PAF un vol hebdomadaire vers Tabarka en Tunisie après un stop à Marseille. Cela lui avait d'ailleurs valu de recevoir début avril, la visite de copaines dans son terminal de l'aéroport de Marseille-Marignane !

Depuis quelques temps, nul trace de Twinjet au Bourget sur le site internet Flightradar24. Pourtant l'avion de la PAF (indicatif **POF75**) multiplie les vols avec des avions enregistrés sous les noms "F-HBCK", principalement, et "F-HBCJ". Or ces deux appareils sont gérés par la

compagnie Chalais, selon la base de données www.airfleets.net, la page wiki de la société et d'autres sites qui traquent les avions comme jetphotos.com.

Bref Chalais aviation a bien commencé son sale taf avec la PAF. Pour cette boîte, **le contrat d'un montant de 8 à 13 millions d'euros** sur 4 ans tombe à point nommé. La crise du Covid a plombé ses comptes. Son patron, Alain Battisti, qui était encore récemment à la tête du lobby du secteur (Fédération Nationale de l'Aviation Marchande – FNAM) a du injecter du pognon fin 2021 tout en quémandant **un prêt à l'Etat, qui lui a accordé un crédit de 4 millions d'euros**.

Créé en 1986, cette compagnie aérienne s'est, au départ, spécialisée dans le transport de cadres d'entreprises en bossant notamment avec des boîtes parmi les plus pourries : Total, Areva, Perenco... Elle s'est aussi pendant un temps développée en Afrique où elle transportait des salariés de groupe miniers ou pétroliers au Niger, en Ouganda ou en Mauritanie... Elle gère aujourd'hui plusieurs lignes régionales au départ de Paris Orly, Brest, Lyon, Bordeaux, Limoges, Poitiers, Quimper, Toulouse, Marseille... **Autant de lieux, où Chalais a peut-être des comptoirs d'enregistrement, locaux, bureaux de représentation...**

L'enfermement et l'expulsion des étranger-es ne repose pas uniquement sur les keufs et le ministère de l'intérieur. De nombreuses entreprises font leur biff sur ce système raciste. Lutter contre tous les acteurs qui collaborent au complexe de la rétention et de l'expulsion c'est soutenir concrètement les personnes qui subissent et combattent quotidiennement les CRA et les frontières.

Pourquoi la lutte contre les frontières et la propriété privée est-elle une nécessité dans la lutte queer ?

Ou pourquoi faire le lien entre la lutte contre les expulsions et la lutte lgbtqia+, c'est pas déconnant

Le 17 juin 2023, par l'AG de lutte contre toutes les expulsions

Aujourd'hui, 17 juin 2023, c'est la Marche des fiertés (ou Pride).

Historiquement, la marche des fiertés est un héritage des émeutes de Stonewall. Suite à une descente de police dans un bar LBGTQIA+, une révolte de personnes queer, travailleuseuses du sexe et racisées marque un pas important dans la lutte LBGTQIA+ aux USA. Une révolte contre un système hétéro-patriarcal, une révolte contre la police qui harcèle, qui violente, qui emprisonne, qui tue.

La police d'aujourd'hui n'a rien à envier à celle d'il y a 54 ans. Cette année, le 10 juin 2023, la police a nassé la Pride radicale de Lille et matraqué les manifestant.e.s. Autre évènement marquant, cette même police a fait une descente et a fermé administrativement le bar militant queer et féministe Bonjour Madame à Paris, en mai. Comme un air de déjà-vu...

Si la police et l'État Français étaient seulement lgbtphobe, ça ne serait pas drôle. Tant qu'à faire, autant être racistes et xénophobes, car c'est bien le rôle préféré de l'État bourgeois. C'est aussi la police qui expulse, enferme et tue les exilé.e.s. **Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, grand chef de la police, était très heureux de présenter sa loi « Asile et Immigration » l'année dernière, ayant pour objectif d'expulser toujours plus.** Ce texte, reporté à l'automne 2023, a été rapidement devancé par deux propositions de loi (par le parti Les Républicains) anti-immigration facilitant les expulsions, précarisant l'accès des exilé.e.s à des titres et réduisant le droit à des aides sociales déjà minimes.

La violence de cette proposition de loi fait suite à la loi « anti-squat » de Kasbarian. Une vraie machine à créer des sans-abris, elle prévoit une précarisation du statut des locataires, 2 ans de prison et 30 000 euros d'amende contre les occupations des logements et entrepôts vacants. Rajoutons à tout cela que le numéro du 115 continue à refuser un

hébergement à des centaines de personnes, et que les JO 2024 forment un prétexte à dégager les SDF de Paris...

Alors qu'il y a déjà 300 sans-abris sur Caen, si ce n'est plus, et avec l'augmentation des loyers due à la gentrification, ces lois condamnent à la rue des centaines de personnes précaires et étrangères, dont de nombreuses personnes queers font partie.

Actuellement, partout dans le monde, les politiques fascisantes répriment par de très nombreux articles de loi les populations LGBTQIA+. L'État Français, comme d'autres Etats, hors ou dans la loi menace mortellement des milliers de personnes dont des personnes LGBTQIA+. La Hongrie et la Russie lorsqu'elles criminalisent les LGBTQIA+ et en interdisent la « propagande ». Les Etats-Unis lorsque les lois anti-trans sont proposées et adoptées à la pelle. Au total, ce sont 69 pays dans lesquels les LGBTQIA+ sont criminalisé.e.s et/ou menacé.e.s de mort.

Ces lois vont évidemment mener à l'exil de ces populations dans d'autres pays. Il faudra alors les soutenir et les aider. La lutte contre les expulsions et le soutien avec les exilé.e.s fait partie intégrante de la lutte LGBTQIA+ puisque les personnes queers sont aussi étrangères, pauvres... **C'est dans ce contexte qu'il est important de réfléchir de façon intersectionnelle aux liens entre la politique lgbtphobe, xénophobe et raciste de l'État.** Ouvrons des squats, soutenons les exilé.e.s, manifestons, multiplions les actions, nous sommes concerné.e.s par ces questions. Il faut poursuivre le combat contre les Etats, la bourgeoisie dominante et leurs politiques qu'importe leurs lois, car ce sont eux qui nous exploitent, qui nous mutilent, qui nous emprisonnent et qui nous tuent.

Aujourd'hui, 17 juin 2023, c'est aussi l'anniversaire de l'AG de lutte contre toutes les expulsions, qui fête ses 10 ans. Elle est une assemblée anti-autoritaire et autonome qui s'est constituée en 2013 après la décision du Préfet de limiter l'accueil des exilé.e.s (demandeur.euses d'asile ou débouté.es du droit d'asile) qui a entraîné des expulsions de centres d'hébergement (115). Depuis 2013, 40 logements inutilisés depuis au moins 1 an ont été rouverts par l'AG et habités temporairement par des exilé.e.s et/ou utilisés dans des buts d'auto-organisation politique.

La Pride, à l'origine un moment de lutte politique et de rassemblement, doit donc aussi être un soutien à nos adelphe.s du monde entier. Ceux qui sont loin de chez eux, ceux dont la vie est menacée par des lois répressives, ceux dont l'existence est niée.

Il faut garder à l'esprit que les queers racisé.e.s sont menacé.e.s par la lbgtphobie et le racisme, et précarisé.e.s davantage. Les différents systèmes de dominations s'imbriquent pour broyer les existences de ceux qui ne sont pas conformes. C'est une double peine.

La lutte est un des objectifs premiers de la Pride. **Prenons la rue, et ne perdons pas de vue nos objectifs, même quand le capitalisme veut nous voler notre marche.**

Face à ce capitalisme qui exploite des populations précaires et les réduit en esclavage pour fabriquer des objets arc-en-ciel en tout genre sous couvert de « soutien au LGBTQ+ »,

Face aux attaques fascistes des Prides et des centres LGBTQIA+ en France, comme à Lyon, Toulouse et Tours,

Mais aussi face à la gentrification et l'inflation créées par les projets de luxe ou des sociétés comme Airbnb,

Face à l'existence même du marché immobilier,

Face à l'abandon des maisons, d'appartements, de bâtiments entiers encore parfaitement utilisables,

Face aux batailles que l'on doit mener si on ose se confronter aux institutions immobilières pour s'abriter..

A la manière de l'ExisTransInter et de la Pride des Banlieues, **se placer ouvertement contre la loi « Asile et Immigration » de Darmanin est une nécessité. Nous nous devons de prôner une Pride revendicative antifasciste, anti-coloniale et révolutionnaire.**

Être queer, qu'on le veuille ou non, est profondément politique.

Nos existences hors de l'hétéropatriarcat et de la binarité sont vues comme des menaces pour les capitalistes réactionnaires. Nous devons nous organiser pour et avec d'autres travailleur.euse.s, sans-papiers, précaires, racisé.e.s. Construisons des ponts entre les luttes, elles sont liées.

**Squattons n'importe où et n'importe quand !
L'État et le droit à la propriété nous détruisent,
détruisons l'État et le droit à la propriété.**

Caen : été 2023, un point sur la situation

(11 août 2023) Texte anonyme publié sur squat.net

Au squat de la Pouponnière, la vie se poursuit. Ce squat, officialisé le 1er novembre 2022, est le plus grand de la ville, avec une centaine d'habitantes. Des événements y sont régulièrement organisés : concerts, après-midis jeux, activités pour les enfants, assemblées générales, projections de films, goûters... Il y a également des cours de soutien scolaire et de langues deux fois par semaine, ainsi qu'une permanence médicale les mardis.

Nouveau squat au rond-point de l'Orne. Le 11 juin dernier, l'Assemblée Générale de Lutte contre toutes les expulsions a officialisé un squat situé sur le port de plaisance de Caen. Il s'agit d'un immeuble de 12 appartements, propriété du bailleur social Inolya, voué à la destruction pour permettre la réalisation d'un énième projet immobilier merdique. Une quarantaine de personnes y vivent désormais. Le 28 juillet, la police y a mené une opération à coup de bélier, officiellement pour sécuriser un passage de l'huissier. La police est entrée dans le bâtiment, a fracturé la porte de plusieurs appartements, ou fait sauter les serrures avec l'aide du serrurier présent, puis a contrôlé les identités des habitant-es. Ces dernière-es ont ensuite pu rester dans le squat, et la porte a été réparée. Cette opération s'est déroulée le lendemain de la promulgation de la nouvelle loi « anti-squat » Kasbarian-Bergé. Quelques jours plus tard, une assignation en référé à heure est reçue, ce qui entraîne une première audience le jeudi 10 août au tribunal judiciaire de Caen. Un report de 14 jours a été obtenu. Une prochaine audience, dans le cadre de la même procédure, aura lieu le jeudi 24 août à 11 heures au tribunal de la Presqu'île de Caen ; de nouveau, un rassemblement devant le tribunal aura lieu.



Le squat de Carpiquet, officialisé le 15 octobre 2022, a été expulsé jeudi 20 juillet. L'ancien presbytère (propriété de la commune) aura été habité pendant 10 mois par plusieurs familles et personnes en situation d'exil. En avril déjà, une autre expulsion avait eu lieu, sur le boulevard Yves Guillou à Caen : celle d'un squat ouvert en octobre 2021.

Le 22 juillet, quatre squats ont été officialisés à Lisieux (14) par l'AG de lutte contre toutes les expulsions. Les quatre maisons, propriété du bailleur social Inolya, sont maintenant habitées par une vingtaine de personnes dont la prise en charge par le 115 a pris fin récemment. Les squats ont reçu beaucoup de soutien de la part du voisinage, et la solidarité s'organise.

De manière générale, dans l'agglomération caennaise, il y a actuellement une dizaine de squats, habités par des personnes exilées, avec le soutien de l'AG de lutte contre toutes les expulsions. Certains sont expulsables. A Caen, la situation du logement se dégrade : les loyers augmentent considérablement, les hébergements au 115 diminuent en nombre.

Du côté de Ouistreham (ville portuaire avec des liaisons quotidiennes par bateau vers l'Angleterre situé à 15 kilomètres de Caen), le campement des exilés soudanais est toujours là. Récemment, la commune de Ouistreham a été contrainte par la justice (et une procédure lancée par les soutiens des exilés) à installer un accès à l'eau pour le campement. Mais pour le moment, aucun chantier n'a commencé, et la mairie comme le ministère de l'Intérieur font appel de cette décision. L'acharnement du maire Romain Bail pour rendre la vie impossible aux exilés de Ouistreham continue, et ce malgré la décision de justice. Pour rappel, le maire avait fait retirer le robinet d'eau du cimetière grâce auquel le campement pouvait être ravitaillé en eau. Précédemment, ce sont 25 000 € de rochers et d'arbustes piquants qu'il avait fait installer, tout en faisant aussi reboucher les fossés proches de la route, pour empêcher les personnes exilées de s'installer sur le rond-point du débarquement, un point de passage des camions vers l'Angleterre. Enfin, la mairie de Ouistreham va installer prochainement 77 caméras de surveillance, pour un budget de 800 000 €. Malgré tout, cela n'empêche pas, parfois, des passages réussis vers l'Angleterre !

Manifestation à Ouistreham le samedi 17 décembre 2023

Différentes organisations réunies dans la coordination Antiracisme et Solidarité

A Ouistreham, point de passage frontalier franco-britannique, de jeunes exilés soudanais originaires du Darfour – qui ont fui la guerre, le racisme et les persécutions – survivent sur un campement installé dans un petit bois longeant le chemin de halage. Rappelons que la dictature, menée par le général El Bechir, a rayé de la carte des centaines de villages du Darfour depuis 2003. En 2016, l'Union Européenne a donné 160 millions d'euros à ce même El Béchir, pour maintenir une dictature et empêcher les soudanais.es opprimé.es de quitter le pays alors que depuis mars 2009 un avis est émis par la Cour Pénale Internationale pour crime de guerre, crime contre l'humanité et génocide contre ce tyran. Et au lieu d'accueillir dignement ces exilés – qui avant d'arriver jusqu'ici ont enduré un véritable calvaire (torture, esclavage, manque d'eau et de nourriture) – les pouvoirs publics, représentés localement par 3 hommes politiques, font tout pour compliquer leur existence.

Romain Bail, le maire de Ouistreham, s'attaque aux droits humains fondamentaux en refusant notamment d'installer un point d'eau à proximité du campement. L'édile allant jusqu'à faire retirer un robinet du cimetière qui permettait à des militant.es de ravitailler le campement en eau potable ! Suite à l'expulsion du squat de la Pointe du Siège le 4 octobre 2022 – un lieu de vie que des collectifs militants avaient officialisé le 22 janvier 2022 afin d'offrir un accès aux droits humains fondamentaux aux exilés de Ouistreham – Bail s'est empressé de faire murer le squat alors qu'aucun projet d'occupation de cette habitation n'est envisagé par la commune !

Hervé Morin, en tant que président de Ports de Normandie – entité qui revendique la propriété de la parcelle sur laquelle est installé le campement – a entamé des procédures juridiques depuis 18 mois pour demander l'expulsion de ladite parcelle. Si toutes ses demandes ont jusqu'ici été rejetées, son acharnement en dit long sur son hostilité envers les personnes exilées, surtout lorsqu'elles n'ont pas à ses yeux la bonne couleur de peau !

Christophe Blanchet, député MoDem de la 4ème circonscription du Calvados, a demandé 2 fois en 2021 à son ami Darmanin une Police Aux Frontières (PAF) à Ouistreham. Une police régulièrement coupable partout en France de violences, de faux en écriture et de racket à l'encontre des personnes exilées.

Et que dire de Macron et Darmanin, qui s'apprêtent à présenter une énième nouvelle loi largement inspirée des éléments de la loi « séparatisme » qui avaient été censurés par le Conseil Constitutionnel. La vision raciste de l'immigration par le pouvoir macroniste est claire : contrôles au faciès, fichage des personnes ayant une OQTF, visa spécial métiers en tension, augmentation des effectifs policiers, renforcement des moyens de répression.

C'est pourquoi nous avons fait le choix d'une manifestation non-déclarée car nous ne voulons pas demander d'autorisation à des élus qui ne respectent pas les droits humains fondamentaux.

**Contre les politiques racistes de Macron et Darmanin –
appliquées localement avec zèle par Bail, Morin et Blanchet – et
pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous,
rejoignez la manifestation en soutien aux exilés
de Ouistreham samedi 17 décembre.**

Les obstacles matériels à la libre-circulation à Ouistreham

Tract anonyme distribué lors d'un rassemblement devant le conseil municipal de Ouistreham, 2024

en solidarité avec ceux qui ont dû quitté leurs proches au Soudan à cause de la militarisation de la politique, en attendant que les États et les frontières disparaissent sur les cendres des généraux de toutes les nations et des industries d'armement

La situation des personnes voulant passer clandestinement la frontière à Ouistreham est gérée en fonction des accords du Touquet et de **la relation diplomatique entre les gouvernements français et anglais**. Depuis Londres, c'est **540 millions d'euros pour empêcher les "migrant.e.s" de traverser la Manche** qui seront livrés dans les trois prochaines années au gouvernement français par le gouvernement anglais, notamment par la construction d'un centre de rétention dans le Dunkerquois, entre autres barbelés et dispositifs répressifs. Chaque nouvelle médiatique à propos de **celles et ceux qui meurent en tentant de traverser la frontière**, quand leur nombre est suffisant pour que la pensée statistique ne puisse les ignorer, appelle à de nouveaux discours publics condamnant les passeur.euse.s et **associant la "sécurité" industrielle avec la sécurité des "migrants"**. Cette "sécurité" industrielle (qui couvre un large secteur d'industries de l'armement, de sécurité privée, de vidéo-surveillance ...) arrive à point nommé pour **compenser les contradictions béantes de ce système par de nouvelles possibilités d'accumulation de profit et de progrès technologique**. Ce sont ainsi **les infrastructures matérielles** de cette industrie qu'il nous semble important de cartographier. **Pour que se dessine une perspective partagée autour de l'action directe**. Ce document n'est qu'une **ébauche** en ce sens.

- **Les forces de l'ordre** : À Ouistreham, il n'y a **pas de police aux frontières (PAF)**, bien que le député Christophe Blanchet en réclame... C'est donc **les douanes, la gendarmerie, et la police municipale**, qui ont pour mission de gérer l'immigration clandestine. En 2023, **77 nouvelles caméras sont mises en service à Ouistreham, et une quinzaine dans les communes voisines de Saint-Aubin et Colleville-Montgomery, toutes reliées par un Centre de Surveillance Urbaine (CSU)**. Ces innovations ont été financées à hauteur de

300000 euros par l'État, ainsi que par la mairie de Ouistreham et par le Syndicat Département d'Énergies du Calvados (SDEC), pour **un coût total d'un million d'euros (taxes comprises)**.

S'il n'y a **pas constamment des agent.e.s en train d'analyser les images** sur les 4 à 6 écrans de contrôle du CSU, c'est davantage à l'occasion d'**événements qui engendrent un afflux de population**, comme la Normandy Beach Race ou **suite à des problématiques particulières (série de cambriolages,...)** que le dispositif doit servir. Pour autant, il s'agit également de **"gérer les tensions" de la problématique migratoire et les "incivilités" dans un territoire touristique proposant le dispositif "Opération Tranquillité Vacances"** pour surveiller gratuitement de jour comme de nuit les résidences touristiques en l'absence des propriétaires. Une application assez floue pour ouvrir la porte, en juin dernier, à **la vidéoverbalisation**, bien utile pour les élu.e.s quand l'argent public se fait rare.

Ces caméras sont de trois types : des caméras **lisant les plaques d'immatriculation des véhicules** aux entrées et sorties de la ville (environ 8), des caméras équipées de **quatre objectifs permettant de filmer à 360°** (environ 57) placées sur les grands carrefours ou les grandes places ou aux postes de secours de la plage, et des caméras de contexte pour avoir **une vue d'ensemble sur une rue** (environ 12). Pour des questions écologiques, **les caméras sont reliées à l'éclairage public** afin de ne pas recréer du câble. Elle deviendraient obsolètes au bout de 10/15 ans. **Les images sont rapatriées par fréquences radio au CSU**. Seule la voie publique est filmée et les parties privées (jardins, fenêtres, entrées d'immeuble...) sont floutées par un filtre une fois au CSU. Elles ne peuvent être utilisées que sur réquisition du procureur de la République dans le cadre d'enquêtes judiciaires et ne sont gardées que 30 jours.



- **Bureau Principal des douanes de Caen – 16 rue des Carmes 14018 Caen**
 - **Brigade de surveillance extérieure de Caen Ouistreham – Gare Maritime 14150 Ouistreham**
 - **Gendarmerie – 62 avenue du Maréchal Foch 14150 Ouistreham**
 - **Police nationale (où est installé le CSU) – Place Albert Lemarignier 14150 Ouistreham**
- **Ports de Normandie** est l'organisation qui gère presque tous les ports transmanche, à l'exception de celui de Calais, de **Cherbourg, Caen – Ouistreham et Dieppe**. Elle est composée de représentant.e.s de divers institutions publiques (dont Hervé Morin ou Joël Bruneau par exemple) et agit **au service du développement portuaire et économique de "leurs" territoires**. Le port de Ouistreham est exploité par la CCI Caen Normandie et est organisé en **4 terminaux le long d'un canal de 15 km reliant Caen à la mer**. La ligne Ouistreham-Portsmouth est la 1ère liaison transmanche à l'Ouest du Déroit avec **3 rotations quotidiennes opérées par Brittany Ferries**. Chaque année, le port accueille **entre 10 et 15 navires de croisière de luxe**. Le port est également **une base industrielle importante jusque la presqu'île de Caen en passant par Colombelles** : automobile (Volvo Trucks), parapétrolier (ITP), construction navale (Ayro) ; agroalimentaire (Agrial). Le Port de Caen-Ouistreham dispose également de **plus de 60 000 m² de bâtiments (entrepôts et ateliers) et plus de 20 ha de terrains disponibles**. L'organisation Ports de Normandie est **essentielle au développement industriel de la zone**, en témoigne ses larges investissements et acquisitions de terrains jusqu'à la Presqu'île de Caen pour soutenir le projet de rénovation de cette zone. Elle est également **l'ennemi principal de la libre circulation des exilé.e.s à Ouistreham**, notamment en conduisant **plusieurs procédures pour revendiquer la propriété de la parcelle où le campement des exilé.e.s soudanais se trouve, ou comme propriétaire des squats de Ranville désormais expulsés**.

Nous avons peu d'informations sur la politique des Ports de Normandie à l'égard de la répression des personnes qui veulent traverser clandestinement la frontière par les transports qu'ils gèrent, hormis par **la gestion des mesures de sûreté par l'entreprise privée Securitas**. Pour le reste, **nous ne savons pas quels sont les protocoles que nous pourrions empêcher, ou les technologies (capteurs de mouvement, respiration, chaleur...) utilisées et**

les entreprises qui les vendent. Il n'empêche que ce sont les principaux responsables de la répression des personnes qui veulent aller clandestinement en Angleterre. Il serait ainsi possible de faire pression auprès des responsables et des institutions qu'ils et elles représentent, et d'envisager des alliances avec les travailleur.euse.s qui permettent le fonctionnement de ces ports.

- Siège social Ports de Normandie - 3 rue René Cassin 14280 Saint-Contest (près du Mémorial)

- Securitas est l'entreprise leader internationale de la sécurité privée qui s'occupe de toutes les missions de surveillance humaine dans le port de Caen - Ouistreham. Selon les données évoquées par l'un des agent.e.s de Securitas en 2017, il y aurait deux agent.e.s de sécurité Securitas présent.e.s 24h/24, 7j/7 et quatre agent.e.s chargé.e.s des visites de sécurité (ACVS) travaillant trois fois par jour, pour chaque départ de ferry. Dans les limites du code d'accès ISPS en vigueur, ces dernier.ère.s doivent donc décharger, traiter les flux entrants sur le territoire, et contrôler les véhicules, les poids lourds, les piétons, et globalement toutes les personnes qui entrent dans la Zone d'accès restreint (ZAR) : salariés, prestataires, services portuaires, etc par le biais du Poste d'inspection filtrage (PIF). Il y aurait deux PIF, un pour les piétons et l'autre pour les véhicules, et une vigilance accrue s'agissant des poids-lourds. Alors qu'ils et elles n'étaient pas assermenté.e.s à le faire, le journal Mediapart a intercepté en 2017 un document attestant de la délivrance d'un passager clandestin par un agent Securitas à des forces de police. L'existence d'un tel document administratif laisse à penser qu'il s'agissait déjà d'une pratique ordinaire des agent.e.s Securitas à Caen - Ouistreham, ce qui doit d'autant plus être le cas par l'extension des pouvoirs de coercitions de la sécurité privée en relation avec la police et la gendarmerie dans le cadre de la loi sécurité globale adoptée en 2021.

- Agence Securitas la plus proche de Caen -18 Rue Alfred Kastler 14000 Caen (près du Mémorial)

Chronologie incomplète des luttes en soutien aux exilés à Ouistreham

été 2017 : un campement habité par des exilés, principalement soudanais, s'installe à Ouistreham.

été-septembre 2017 : création du Collectif d'Aide aux Migrants de Ouistreham (CAMO).

28 septembre 2017 : suite à l'incendie d'un squat sur la presqu'île de Caen où ils avaient trouvé refuge, une petite centaine d'exilés soudanais se rend à Ouistreham pour essayer de s'installer dans un nouveau campement. Ils sont pourchassés par la police et la gendarmerie, avec l'assistance d'un hélicoptère la nuit. Cela conduit certains d'entre eux à accepter la proposition d'hébergement de la préfecture (un hébergement à Houlgate) suite à l'incendie du squat. D'autres vont habiter dans un nouveau squat à Mondeville.

novembre 2017 : les autorités décident de déployer 3 pelotons de gendarmes mobiles en permanence à Ouistreham.

9 décembre 2017 : un squat est officialisé à Ouistreham, mais l'intervention de dizaines de gendarmes conduit à son expulsion immédiate.

11 décembre 2017 : environ 300 personnes perturbent le conseil municipal de Ouistreham et exigent un abri pour les exilés. Les manifestant-e-s attendent les élus de la majorité pour les huer, tandis que le maire Romain Bail n'ose pas sortir.

12 décembre 2017 : rassemblement devant le Tribunal Administratif de Caen, pour soutenir un référé demandant que les migrants puissent accéder à des points d'eau et des WC à Ouistreham, et leur mise à l'abri pour l'hiver.

16 décembre 2017 : manifestation devant la mairie de Ouistreham. Plus de 700 personnes sont présentes.

20 janvier 2018 : un rassemblement réunit environ 1000 personnes dans Ouistreham, puis devient un cortège sauvage et déterminé. Les gendarmes sont quelque peu dépassés, et la foule arrive jusqu'à la mairie. Après un passage au port, la manifestation se disperse.

janvier-février 2018 : une dizaine d'amendes pour stationnement gênant sont délivrées par la police de Ouistreham à des véhicules appartenant à des personnes solidaires avec les exilés du campement.

3 février 2018 : une soixantaine de fascistes se rassemblent à Ouistreham, à l'appel du Parti de la France. 300 personnes viennent montrer leur opposition à ces nervis. Comme à son habitude, la police/gendarmerie protège les fachos.

21 février 2018 : un parking qui servait aux distributions alimentaires pour les exilés du campement est clôturé. La veille, des gendarmes interviennent sur le campement pour éteindre des feux de camp qui permettaient aux exilés de se réchauffer. A cette période, le harcèlement des gendarmes est quotidien (confiscation et destruction d'effets personnels notamment).

2 mars 2018 : policiers municipaux et gendarmes se rendent au campement de Ouistreham pour détruire les effets personnels des exilés. Le Collectif d'Aide aux Migrants de Ouistreham (CAMO), présent sur place, retire tentes et duvets, par crainte que ceux-ci soient brûlés par la gendarmerie.

27 octobre 2018 : alors que le Parti de la France organise un rassemblement raciste, contre la présence d'exilés à Ouistreham, un contre-rassemblement réunit plusieurs centaines de personnes. La trentaine de fascistes présent-e-s est protégée par la gendarmerie.

23 novembre 2018 : Un cortège rassemble environ 400 personnes dans Ouistreham. A la fin de cette manifestation, l'officialisation d'un squat sur le quai Charcot est réalisée, mais la gendarmerie intervient. Une échauffourée a lieu. Les gendarmes font usage de gazeuses et interpellent 3 personnes. Deux gendarmes du PSIG disent avoir été blessés. Deux personnes sont jugées par la suite pour coups et blessures. La semaine suivante, le maire instaure un couvre-feu pour les mineurs.

16 février 2019 : une marche est organisée à Ouistreham, en hommage au jeune exilé décédé le **11 janvier 2019** sur la quatre voie reliant Caen à Ouistreham. Deux voitures l'ont percuté alors qu'il marchait sur le bas-côté.

7 avril 2019 : un rassemblement « pacifique et festif » est organisé par le CAMO sur l'esplanade du casino de Ouistreham. Il s'agit de dénoncer les violences policières récurrentes dont témoignent les exilés du campement : insultes, coups, gaz, vols d'effets personnels...

30 juillet 2019 : une grosse opération de gendarmerie se déroule au rond-point du débarquement où le campement est installé. En plus des 10 fourgons de gendarmerie, les sbires du pouvoir ont emmené avec eux un camion poubelle dans lequel vont être jetés tentes et vélos appartenant aux exilés.

20 mars 2020 : utilisant le prétexte de l'épidémie de covid-19, les autorités confinent la majorité des exilés du campement dans un centre de vacances à Tailleville, malgré une forte opposition à ce déplacement forcé. Le campement est détruit. Dans les jours qui suivent, les exilés soudanais essaient de se réinstaller à Ouistreham.

mai 2020 : le maire Romain Bail profite du confinement et des attaques contre le campement de Ouistreham pour faire installer de gros rochers sur le rond-point du débarquement, où les exilés avaient installé leurs tentes. On apprend par la suite que ces rochers ont coûté 25 000 euros à la commune.

18 décembre 2020 : une manifestation réunit environ 80 personnes sur le pont de Bénouville, dans le cadre de la Marche des Solidarités. La manifestation va jusqu'au quai Charcot à Ouistreham, où un repas partagé est organisé.

2 mai 2021 : officialisation de 2 squats à Ranville, le long du canal qui mène à Ouistreham. Ces squats abritent des exilés qui vivaient jusqu'à présent au campement. Le propriétaire des maisons est Ports Normands Associés (Ports de Normandie), instance présidée par Hervé Morin, président de la région, et qui revendique également la propriété de la parcelle sur laquelle les exilés sont installés à Ouistreham.

11 juin 2021 : environ 80 personnes se rassemblent devant le Tribunal Administratif de Caen, qui juge d'un référé expulsion (pour le campement de Ouistreham) sollicité par les Ports Normands Associés (PNA).

18 juin 2021 : une manifestation a lieu à Ouistreham, pour dire « halte au harcèlement des exilés ». La centaine de manifestant-e-s se dirige vers la gare maritime, puis se disperse après un face à face avec quelques gendarmes.

19 octobre 2021 : expulsion des squats de Ranville. Les effets personnels des ex-habitants des squats sont cassés et entassés dans un container.

décembre 2021 : le ministre Darmanin rend une visite à Romain Bail et ses gendarmes.

22 janvier 2022 : un squat est officialisé sur la pointe du siège. Il permettra aux exilés du campement d'avoir un point de repos avec un toit pendant plusieurs mois, et de continuer d'organiser la solidarité.

10 mars 2022 : un rassemblement a lieu devant le tribunal judiciaire de Caen, en soutien aux squat de Ouistreham dont c'est le procès.

10 juillet 2022 : des concerts de soutien ont lieu au squat de Ouistreham, ainsi qu'un grand repas partagé.

4 octobre 2022 : un important dispositif police-gendarmerie expulse le squat des exilés de Ouistreham, à 8 heures du matin. Peu de temps après, les services de la mairie viennent murer le squat.

6 octobre 2022 : un rassemblement a lieu devant le tribunal judiciaire de Caen. Une centaine de personnes viennent soutenir les exilés, que les Ports de Normandie souhaitent expulser de la parcelle (dont l'entité revendique la propriété).

17 décembre 2022 : sous la neige, une trentaine de manifestant-e-s se réunissent au rond-point du débarquement, dans le cadre de la journée internationale des migrant-e-s, en soutien aux exilés de Ouistreham.

2 juin 2023 : un rassemblement a lieu devant le Tribunal Administratif de Caen, qui examine un référé liberté déposé par 6 habitants du campement de Ouistreham, aidés dans leur démarche par différentes associations, et qui concerne l'accès à l'eau sur le campement. Cette procédure contentieuse portera ses « fruits » dans les mois suivants, les autorités étant contraintes d'installer trois sanitaires-douches et un point d'eau, accessibles depuis le campement.

27 novembre 2023 : plusieurs dizaines de personnes se rassemblent devant la mairie de Ouistreham à l'occasion du conseil municipal, pour un digne accueil des personnes exilées.

6 décembre 2023 : Marion Maréchal-Le Pen, accompagnée par Nicolas Bay (tous deux membres du parti Reconquête) organise une conférence de presse à Ouistreham. La présence de 50 manifestant-e-s ce matin-là empêche la tenue de la conférence de presse au quai Charcot (emplacement du campement des exilés soudanais), mais celle-ci se tient sur l'autre rive du canal.

17 décembre 2023 : Une manifestation réunit une petite centaine de personnes dans Ouistreham, à l'occasion de la journée internationale des migrant-e-s. La manif est suivie d'un repas partagé, d'un atelier de construction de cabane en bois, et d'une nouvelle déambulation dans Ouistreham en soirée.

23 janvier 2024 : une cinquantaine de personnes se rassemblent devant la grange aux dîmes où est organisée une « galette des rois » par le parti néo-fasciste Reconquête. Le représentant national Guillaume Peltier est présent. L'important dispositif policier contient les manifestant-e-s malgré la tension.

12 février 2024 : une vingtaine de personnes sont réunies devant la mairie de Ouistreham à l'occasion du conseil municipal, en soutien aux exilés et contre la politique raciste du maire Romain Bail.

La situation en juin 2024 :

La vie sur le campement se poursuit, au gré des arrivées, des départs, des tentatives de traversée déjouées ou réussies.

Les évènements organisés dans le cadre du « 80ème anniversaire du débarquement » font craindre une tentative d'expulsion du campement du quai Charcot, surveillé en permanence par des patrouilles de gendarmerie.

Depuis quelques mois, des personnes se réunissent régulièrement devant la mairie de Ouistreham pour perturber le conseil municipal.

Toutes les deux semaines, des repas partagés entre solidaires et exilés sont organisés sur le campement par les collectifs de Ouistreham. Au quotidien, différentes solidarités matérielles sont mises en place (nourriture, bois, lavage de linge, transport, traductions, téléphonie, bricolage, etc).

Version n°1 (juin 2024)
Version française

Cette brochure n'existe pour l'instant qu'en langue française.
Si tu es intéressé-e pour proposer une traduction dans une autre langue, tu peux
me contacter par mail. Des traductions en arabe et en anglais seraient les
bienvenues !

N'hésite pas à me contacter par mail pour proposer des textes, des archives ou
des compléments d'informations concernant les luttes pour la liberté des exilés et
contre les frontières à Ouistreham.

CONTACT

luttes-charcot@riseup.net